



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Pôle Élevages Est

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 17/09/2024

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 16/09/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS LE PARC DES FÉLINS

Parc zoologique Lumigny Safari Réserve
Domaine de la Fortelle
77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX

Références : E-PEE/MAz/242020

Code AIOT : 0057700122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2024 dans le Parc zoologique Lumigny Safari Réserve à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540). Cet établissement zoologique est exploité par la SAS LE PARC DES FÉLINS. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite objet du présent rapport avait pour objet de réaliser le récolement des travaux d'extension, autorisés par l'arrêté préfectoral du 1er juin 2024, avant l'ouverture au public, prévu le samedi 21 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LE PARC DES FÉLINS
- Parc zoologique Lumigny Safari Réserve, Domaine de la Fortelle 77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX
- Code AIOT : 0057700122
- Régime : Autorisation (Rubrique n° 2140 « Zoos et Aquariums »)
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Non

Le parc zoologique Lumigny Safari Réserve, divisé en deux secteurs, "Parc des Félines" et "Terre de Singes", s'étend sur 90 hectares, entre Rozay-en-Brie et Coulommiers. Il présente une large diversité d'animaux de la faune sauvage. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2022. L'établissement a intégré en septembre 2024 un pôle hôtelier de 50 chambres, adossé à une plaine animalière, abritant des lions.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>1.7	Demande d'action corrective	4 jours
6	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.2	Demande d'action corrective	4 jours
8	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.3	Demande d'action corrective	4 jours
21	De la prévention des risques écologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1>9.4.2	Demande d'action corrective	4 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.1.1	Sans objet
2	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.2	Sans objet
4	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.1	Sans objet
5	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.3	Sans objet
9	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1 >3.3	Sans objet
10	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>Titre 3 Art 1.1	Sans objet
11	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.4	Sans objet
12	De la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	Sans objet
13	Des conduites d'élevage des animaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4.10	Sans objet
14	Des conduites d'élevage des animaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	Sans objet
15	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.5	Sans objet
16	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.6	Sans objet
17	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.11	Sans objet
19	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.6	Sans objet
20	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.7	Sans objet
22	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.4.2	Sans objet
23	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant finalise les dernières interventions avant l'ouverture au public. Il conviendra qu'il consolide rapidement, avant l'accueil des premiers visiteurs, ses procédures internes, notamment de secours et de sécurité, et qu'il achève les travaux préalables à la mise en eau de sa station d'épuration.

2-4) Fiches de constats

POINT DE CONTRÔLE N° 1 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.1.1
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : Les limites de l'établissement sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux.
Constats : L'enceinte extérieure est en place, continue, intègre. Les voies de passage sont sécurisées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 2 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.2
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats : Le nouveau secteur a été intégré au périmètre de l'équipe zoologique et technique du parc. Le manager du pôle hôtelier et les veilleurs de nuit seront formés à la sécurité et aux procédures spécifiques à la présence des animaux. L'astreinte zoologique sera réorganisée pour étendre son périmètre d'intervention au pôle hôtelier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les prévisions prévues par l'exploitant paraissent conformes aux attendus réglementaires. Il lui appartiendra de mettre en place un programme de formation de ces nouveaux collaborateurs, en s'appuyant, s'agissant des questions en lien avec les animaux, sur les procédures internes mises à jour et sur le capacitaire de l'établissement. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les attestations de formation correspondant à chaque collaborateur devant intervenir dans la gestion des risques liées à l'installation classée zoologique.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 3 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>1.7
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.
Constats : Le règlement de service et le règlement intérieur, s'agissant du nouveau pôle hôtelier, ne sont pas totalement finalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'ouverture au public devant intervenir le samedi 21 septembre, il appartient à l'exploitant de disposer des procédures ad-hoc à cette date. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées ces deux documents dans le délai précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 jours

POINT DE CONTRÔLE N° 4 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.1
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'établissement est tenu de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de son personnel ayant reçu une formation de secouriste. Une surveillance 24h/24 de l'installation est assurée par une présence humaine sur le site.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir organisé son service pour répondre à cette prescription. L'hôtel étant appelé à fonctionner 24h/24, le respect de cette prescription doit s'entendre sur la totalité de la plage horaire où des visiteurs sont présents dans l'établissement zoologique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de formation des collaborateurs appelés à concourir au respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 5 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.1
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant établit une procédure de surveillance du parc (clôtures, animaux, public, etc.) avec vérification quotidienne de la présence de l'intégralité des animaux de chacun des deux secteurs du parc ainsi que l'état des clôtures et le bon fonctionnement des fils électriques des enclos. Cette vérification a lieu avant l'ouverture au public ; toute anomalie est consignée sur un registre et il y est pallié avant la sortie des animaux.
Constats : L'exploitant indique avoir étendu la procédure correspondant, déjà en vigueur dans le reste de l'établissement. Pour tenir compte de la présence de visiteurs, y compris la nuit, et faciliter la détection d'une défaillance de la clôture de l'enclos animalier, un système de détection automatisée des défaillances de cette dernière (via sa partie électrifiée) va être prochainement mise en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la mise en service du système complémentaire de détection automatisée des défaillances des clôtures.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 6 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.2
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 2 au présent arrêté. L'établissement dispose d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.</p> <p>Doivent être affichées, à intervalle régulier et judicieusement placées, des consignes précises indiquant notamment : • le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18, • le numéro d'appel de la gendarmerie : 17, • le numéro d'appel du SAMU : 15, • le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone</p>
Constats : <p>La déclinaison du plan de secours de l'établissement, applicable au nouveau secteur hôtelier, n'est pas encore finalisée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra finaliser, avant l'accueil des premiers visiteurs, prévu le samedi 21 septembre, ses procédures de secours, spécifiques à ce nouveau secteur, tenant compte de ses spécificités, notamment la présence de public 24h/24, dans la zone comprise entre les deux enveloppes de sécurité du parc (clôture d'enclos animalier et clôture de l'enceinte extérieure).</p> <p>L'exploitant transmettra ses procédures mises à jour à l'inspection des installations classées, avant l'ouverture du secteur au public.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 jours

POINT DE CONTRÔLE N° 7 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.3
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>Dans le secteur « Terre de Singes » et pour l'accès au pôle hôtelier, deux entrées, ainsi que les voies réservées au personnel sont également disponibles pour l'accès du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). L'exploitant maintient en état de fonctionnement la plate-forme d'aspiration au niveau de l'étang conformément aux dispositions précisées par le SDIS</p> <ul style="list-style-type: none">• pour la protection du pôle hôtelier, deux bâches incendie d'une capacité unitaire de 240 m³ disposées à proximité des bâtiments d'hébergement et implantées de façon à couvrir l'ensemble des locaux. Ces équipements restent disponibles et accessibles en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers. Ils doivent présenter une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres, dans les conditions les plus défavorables, disposer d'une plateforme d'aspiration (8 m x 4 m) par tranche de 120 m³, associée chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NFS 61.703), dont la coquille du demi-raccord est orientée en position haute et basse (NFS 61.706), être implantés à plus de 8 mètres de toute façade et être implantés à moins de 200 mètres du risque à défendre par les chemins praticables par les sapeurs-pompiers. Chaque prise et point d'eau dispose d'une plaque de signalisation conforme à la norme NF S 61-221. Après la mise en place ou la modification de ces éléments de défense incendie, l'exploitant transmet à Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours - service risques industriels et DECI - 56 avenue de Corbeil BP 70109 - 77001 MELUN, et à l'inspection des installations classées, une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau, faisant apparaître : • la conformité aux normes NF S 62-240 et NF S 61-240 ; • la capacité minimale réellement utilisable propre à chacune des réserves telle que listées ci-dessus. La paille utilisée sur le site est stockée dans un abri situé à au moins 50 mètres des locaux destinés au public ou à usage d'habitation.
Constats : <p>Deux réserves incendie, d'une capacité unitaire de 120 m³, ont été installées aux extrémités du secteur hôtelier. Ces deux équipements ont été réceptionnés par le SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 8 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.3
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment : • dans les locaux, y compris du pôle hôtelier, des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum ou, en cas de risque électrique, des extincteurs portatifs à poudre de 6 kilogrammes, répartis judicieusement, à raison d'un par 200 m ² de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur, • des extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Les extincteurs nécessaires à la prévention des incendies dans les zones relevant des activités zoologiques du nouveau secteur hôtelier, ne sont pas encore en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartiendra à l'exploitant d'installer les équipements manquants et de le justifier auprès de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 jours

POINT DE CONTRÔLE N° 9 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1 >3.3
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. La pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales. Pour l'enclos d'immersion des Magots, des groupes constitués de 6 visiteurs maximum pourront avoir accès à certains secteurs non habituellement accessibles au public, dans les conditions énoncées ci-après : • Le groupe a accès, dans les conditions mentionnées ci-dessous, au local de préparation des rations alimentaires des Magots, ainsi qu'à un point de distribution de la nourriture, situé en dehors du sentier de visite habituel, • Le groupe est encadré, durant tout le temps de la prestation, par au moins un membre du personnel, disposant des compétences nécessaires à ce type de prestation et intervenant régulièrement dans l'enclos concerné, • Avant le début de la prestation, un membre du personnel, disposant des compétences nécessaires à ce type de prestation et intervenant régulièrement de l'enclos concerné, remet aux visiteurs les consignes particulières de visite et leur explique oralement leur contenu, • Avant le début de la prestation, les visiteurs doivent satisfaire aux opérations préalables nécessaires à garantir l'hygiène et la protection de la santé des visiteurs, personnels et animaux, • Durant la prestation, les visiteurs doivent respecter scrupuleusement les consignes sanitaires et de sécurité prévues. Tout manquement doit conduire à l'arrêt immédiat de la prestation, • L'exploitant doit veiller à ce que les animaux participants à cette prestation ne génèrent pas un risque sanitaire ou de sécurité, liés à leur état de santé ou à leur comportement, • L'exploitant doit veiller à ce que la prestation ne génère pas de stress pour le groupe d'animaux ou pour les animaux pris individuellement. Ces derniers doivent pouvoir s'extraire du lieu de réalisation de la prestation, s'ils le souhaitent, • L'exploitant doit veiller à accompagner la prestation d'un discours pédagogique et éducatif.</p>
Constats : <p>Ces dispositions sont respectées. La clôture de l'enclos animalier permet d'assurer une distance de sécurité sur tout son périmètre, y compris au niveau de la terrasse du restaurant.</p> <p>Les fenêtres des chambres donnant sur l'enclos animalier sont en verre sécurisé. Une clôture électrique permet de garantir une distance entre ces dernières et les animaux.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les attestations de solidité des fenêtres donnant directement sur l'enclos animalier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 10 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>Titre 3 Art 1.1
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux de la faune sauvage est interdite, à l'exception de l'enclos des Lémuriens, des Magots, des Saïmiris et de la volière des oiseaux du secteur « Terre de Singes ». La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux domestiques, les Lémuriens, les Magots, les Saïmiris et les oiseaux en volière n'est possible que si les risques pour la sécurité et la santé des personnes sont prévenus par la mise en place d'installations et de conditions de fonctionnement adaptées. De telles présentations ne sont possibles que si elles n'occasionnent aucune perturbation du bien-être des animaux. Une surveillance, proportionnée à la nature des risques à prévenir, doit être organisée. Le comportement des animaux doit être observé régulièrement et les animaux agressifs doivent être écartés de telles présentations. Si les animaux présentés sont susceptibles de transmettre des maladies aux personnes, une prévention de ces risques doit être organisée. Elle doit être proportionnée aux risques présentés et doit comprendre un contrôle régulier de l'état de santé des animaux, accompagné le cas échéant de tests de dépistage des maladies transmissibles. Des indications doivent informer le public des règles qui doivent être respectées et le prévenir des risques présentés par certains comportements ou attitudes. Le public doit être informé de l'interdiction de s'écarter des lieux qui lui sont réservés. Dans le cas où le public est admis au sein des enclos, le responsable de l'établissement ou toute autre personne qu'il délègue doit interdire l'entrée du public dans les lieux où sont hébergés les animaux dans le cas où un incident intervenu dans ces lieux, un nombre de visiteurs trop important ou un comportement du public non conforme au règlement intérieur de l'établissement risquent de mettre en péril la sécurité des personnes ou celle des animaux.</p>
Constats : <p>Ces dispositions sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 11 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.4
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.</p>
Constats : <p>La procédure d'information de l'autorité en cas d'incident est en place et a déjà été éprouvée par le passé sur les autres secteurs de l'établissement zoologique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 12 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Le chemin de circulation du public dans l'enceinte du parc est clairement délimité.
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 13 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4.10
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 14 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Les installations d'hébergement des animaux sont situées en retrait de la route qu'elles bordent, de façon à : - protéger les animaux du stress de la circulation ; éviter que la vue des animaux distraie les automobilistes.
Constats : Ces dispositions sont respectées. L'exploitant a par ailleurs aménagé un haut talus, pour dissimuler le local animalier du parking de sa clientèle hôtelière.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 15 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.5
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 16 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.6
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Des clôtures électriques sont utilisées en complément du dispositif principal permettant à lui seul la contention des animaux dans leur enclos, tels que présentés dans le dossier de demande. Le fonctionnement des fils électriques est vérifié quotidiennement
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 17 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.8
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
Constats : Les accès extérieurs au local animalier répondent à ces dispositions. Les aménagements intérieurs (trappes, passe-eau et nourriture, etc...) n'ont pas été vérifiés en raison de la présence de très jeunes lionceaux à l'isolement dans le bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 18 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.11
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger. Si un fossé sert à délimiter les lieux où sont hébergés les animaux, ce dernier devra être d'une largeur suffisante pour empêcher tout franchissement intempestif. Il sera obligatoirement rempli d'eau et un dispositif de remplissage sera prévu, afin de garantir le niveau d'eau, même en période de sécheresse. Si le niveau d'eau devient insuffisant dans le fossé, l'exploitant devra mettre en œuvre les mesures adaptées pour empêcher l'évasion des spécimens. Du côté du public, l'exploitant devra mettre en œuvre tout dispositif adapté pour empêcher une chute accidentelle d'un visiteur. Enfin, aucun passage pour le public n'est réalisé au-dessus des lieux où sont hébergés les animaux. Le public ne doit pas avoir accès aux clôtures électriques.
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 19 : De l'information du public sur la biodiversité.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.6
Thème(s) : Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
Prescription contrôlée : Aucun spectacle ou animation avec la participation d'animaux n'est réalisé au sein de l'établissement.
Constats : L'exploitant confirme ne pas avoir prévu ce type de prestation.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 20 : De l'information du public sur la biodiversité.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>8.7
Thème(s) : Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
Prescription contrôlée : La vente aux visiteurs des animaux hébergés dans l'établissement est interdite.
Constats : L'exploitant confirme ne pas avoir prévu ce type de prestation.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 21 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1>9.4.2
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : <p>Secteur « Terre de Singes »,AVANT TRAVAUX D'EXTENSION : Les eaux usées du secteur « Terre de Singes » sont traitées par une station d'épuration autonome de type « traitement biologique », répondant aux prescriptions de l'arrêté du 22 juin 2007, relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement, ...), les dispositifs d'assainissement ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine. Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non-traités est interdit. Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. II . Valeurs limites de rejet dans le cas de rejet dans le milieu nature I Une analyse est réalisée tous les 6 mois par un organisme agréé, au niveau d'un regard situé à l'entrée de la plaine d'infiltration. Ces analyses sont conduites en période d'ouverture au public et l'une d'entre elles est menée en période de pointe de fréquentation. Les résultats sont conservés par l'exploitant au minimum 5 ans et transmis chaque année à l'inspection des Installations Classées. Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :</p> <p>MES : Concentration moyenne mensuelle : 150 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé: 4 kg/j</p> <p>DBO5 (sur effluent non décanté) : Concentration moyenne mensuelle : 120 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé : 3 kg/j</p> <p>DCO (sur effluent non décanté) : Concentration moyenne mensuelle : 240 mg/l ; Flux journalier maximal autorisé : 6 kg/j</p>
Constats : <p>La station d'épuration est en place. Les rhizophytes doivent encore être implantés et les deux points de prélèvement, en amont et en aval du process, aménagés et référencés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant achèvera la construction de sa station d'épuration avant sa mise en eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 jours

POINT DE CONTRÔLE N° 22 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.4.2
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Secteur « Terre de Singes », APRES TRAVAUX D'EXTENSION : Les eaux de pluie du pôle hôtelier sont infiltrées dans le sol, excepté celles s'écoulant sur le sol des surfaces imperméabilisées et étant susceptibles d'être souillées qui sont dirigées vers les dispositifs d'assainissement. Les eaux de ruissellement des parkings sont infiltrées dans le sol.
Constats : Le système de gestion des eaux pluviales est opérationnel. Une régulation naturelle, via les bassins, la zone humide référencée et d'autres parties de l'emprise, qui semblent agir comme des tampons, permet un maintien des eaux pluviales à l'intérieur de l'établissement, malgré la saison particulièrement humide. Des zones humides complémentaires, non-prévues au dossier, sont apparues grâce aux aménagements réalisés, facilitant le respect de ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 23 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>9.10
Thème(s) : Élevage, Prévention des atteintes à l'environnement
Prescription contrôlée : Toutes dispositions efficaces sont prises pour empêcher l'introduction dans toutes les parties de l'établissement de mouches et des rongeurs nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Le plan de gestion des nuisibles, existant sur le reste de l'établissement, a été étendu au nouveau secteur hôtelier.
Type de suites proposées : Sans suite

